
PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Lettre d'information
N° 337 - 2 septembre 2026



La sécheresse des cœurs

PAR NICOLAS MOULIN

Pas un jour ne passe sans que les mots «canicule», «sécheresse», «du jamais vu», «changement climatique» font la une des médias. En effet, cet été il fait chaud et il ne pleut pas. Le risque d'incendie, la désalpe prématurées de certaines de nos vaches, les fleuves sur lesquels on ne peut plus naviguer sont une réalité. Mais alors, comment expliquer un tel phénomène ? Les experts sont à peu près unanimes sur le fait que les gaz à effet de serre sont responsables de la hausse des températures tandis que la baisse des pluies proviendrait d'un ensemble d'événements atmosphériques complexe. Loin de proposer un exposé scientifique, car il faut laisser le spécial aux spécialistes, penchons-nous plutôt sur le thème de la sécheresse en allant au-delà de la science humaine.

Nous sommes bien avant la naissance de notre Sauveur Jésus-Christ, plusieurs dizaines d'années après la mort du grand roi David. Achab est roi d'Israël tandis qu'Élie y est le prophète. Du premier la Sainte Écriture dit : « Achab fit ce qui est mal aux yeux du Seigneur, plus que tous ceux qui avaient été avant lui. » (I Rois 16,30) Alors qu'Élie fut enlevé par un char de feu et ne connut pas la mort tant il était saint. Sur la demande de Yahweh, Élie annonce au roi : « il n'y aura ces années-ci ni rosée, ni pluie, sinon à ma parole. » (I Rois 17,1) Les cieux demeurèrent ainsi fermés durant trois ans et demi d'après le Livre sacré. C'est seulement après la spectaculaire confrontation avec les prophètes de Baal qu'Élie adresse finalement la prière pour délivrer Israël de la sécheresse et de la famine. Quoique la situation actuelle ne soit pas tout à fait pareille, tirons-en tout de même quelques parallèles.

Le roi Salomon avait, en fin de règne, initié une longue période d'impiété en introduisant le culte de dieux étrangers. Jéroboam, son successeur de triste mémoire, alla au-delà de l'offrande de quelques grains d'encens aux faux dieux et singea le vrai culte en érigeant des autels et en y offrant des sacrifices d'animaux. Comme il ne régnait pas sur Jérusalem et pour ne pas devoir entrer en territoire « ennemi », il décida d'ériger un veau d'or qui remplacerait Yahweh. Après 22 ans

d'impiété, il rendit son âme et laissa à d'autres poursuivre son œuvre funeste, Achab étant le plus notable d'entr'eux. Lorsqu'Israël s'éloignait de la loi divine, Dieu punissait généralement par la guerre. S'ils s'éloignaient de son enseignement, un ennemi s'abattait sur le pays et le ravageait. Mais cette fois-ci, comme par miséricorde, Dieu leur donne une chance : tant que vous ne suivez pas ma loi, vous n'aurez pas de pluie. Malgré tout, langage incompréhensible à ceux qui ne veulent entendre.

Nos temps modernes ont quelque chose de bien similaire. Année après année, nos chefs d'État s'évertuent à marcher dans les traces des Jéroboam ou des Achab. Remplacement du Créateur par le veau d'or, légalisation du meurtre des enfants, des vieillards, atteinte systématique aux valeurs catholiques telles que la famille et la liberté du culte. L'impiété règne en souveraine et la voix du prophète est ignorée. L'Élie des temps modernes n'est-il pas la Sainte Vierge elle-même qui est venue maint fois par le passé implorer les hommes de prier, de faire pénitence et de revenir à l'observance de la loi divine ? Puisque les guerres ne font pas revenir les hommes à la raison alors peut-être que la sécheresse et la famine leur ouvrira les yeux.

Dieu a établi un ordre et des lois naturelles par lesquelles Il régit le monde. La rotation de la terre est un phénomène que les mathématiques peuvent décrire précisément mais cela n'exclue pas Dieu de ce mouvement puisqu'Il en est son principe. De même les phénomènes météorologiques et leur interaction sont explicables par nos sciences mais n'empêche que leur ampleur, leur durée et leur intensité échappe souvent à nos prédictions. Tout cela pour dire qu'il ne faut pas attendre un phénomène miraculeux et inexplicable pour y voir la main divine. Dieu agit par les règles qu'Il a Lui-même mis en place. Ainsi sa main agit partout et toujours et son regard scrute tout.

La délivrance d'Israël se fit après que le feu du ciel ait consumé le sacrifice d'Élie, après que Dieu se soit manifesté de façon grandiose. Prions pour que la délivrance de cette sécheresse se fasse de façon similaire mais que le feu soit celui de l'amour divin qui embrase «les cœurs brisés et contrits» (Ps 50, 19) que la Vierge Marie présentera en sacrifice d'agréable odeur à son Fils. Que Dieu nous fasse miséricorde «et que les nuées fassent pleuvoir la justice» (Is 45,8). —

Trouver un emploi : le parcours du combattant

PAR MIRCO CANOCI

Mirco Canoci - La fin du plein emploi. Pendant les Trente Glorieuses, trouver un emploi en Suisse relevait presque de l'évidence. Dans une économie en pleine croissance, le plein emploi permettait à la majorité des personnes désireuses de travailler d'intégrer rapidement le marché du travail.

Aujourd'hui, cette réalité appartient largement au passé. La recherche d'un emploi peut s'étendre sur plusieurs mois, voire plusieurs années. Pour de nombreux jeunes diplômés comme pour des travailleurs expérimentés, décrocher un poste est devenu un véritable parcours du combattant.

Les refus s'accumulent malgré des dossiers solides. Les réponses se ressemblent toutes : « Malgré la qualité de votre candidature, nous avons retenu un autre profil correspondant davantage à nos attentes. » Une formule devenue presque automatique, qui laisse souvent les candidats dans l'incompréhension.

Cette évolution résulte de plusieurs facteurs : mondialisation, automatisation, multiplication des diplômés, exigences croissantes des entreprises, mais aussi ouverture du marché du travail. La concurrence est désormais telle que même des profils qualifiés peinent parfois à retrouver un emploi stable.

Des offres d'emploi parfois déconnectées de la réalité

Le marché du travail donne parfois l'impression de fonctionner selon une logique paradoxale. Les plateformes de recrutement regorgent d'annonces proposant des postes à 10%, 20% ou 30%, des contrats de quelques mois seulement ou des emplois sans véritable perspective d'évolution. Plus étonnant encore, certaines de ces offres proviennent d'institutions publiques, censées pourtant promouvoir une rassurante stabilité de l'emploi.

À cela s'ajoute une inflation des exigences. Des postes relativement ordinaires réclament plusieurs années d'expérience, la maîtrise de plusieurs langues étrangères ou des compétences très spécialisées.

L'entreprise ne cherche plus seulement un candidat compétent : elle semble rechercher le candidat parfait.

Quand le diplôme ne suffit plus

Longtemps, obtenir un diplôme constituait la meilleure garantie d'une insertion professionnelle réussie. Aujourd'hui, cette promesse apparaît plus incertaine. Certaines filières

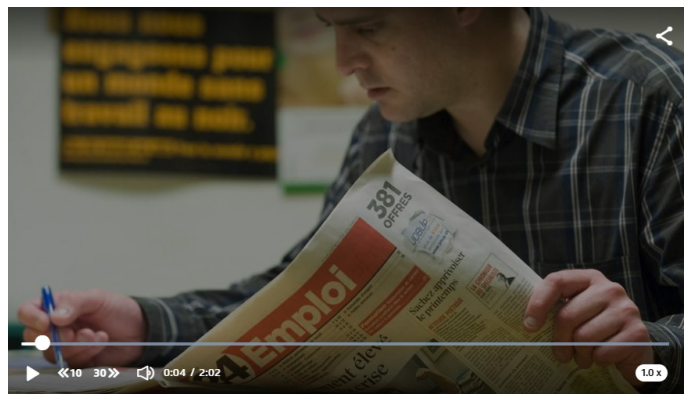


Illustration : rts / Le 12h30 / 2 min. / le 5 janvier 2016

universitaires produisent chaque année davantage de diplômés que le marché n'est capable d'en absorber. Sans remettre en cause leur intérêt intellectuel ou social, cette situation entraîne une dévalorisation progressive de certains titres académiques.

Le domaine de la psychologie illustre bien cette évolution. Plusieurs professionnels dénoncent depuis quelques années des conditions de travail difficiles, des rémunérations modestes au regard des longues études exigées et une multiplication des contrats précaires. La qualification demeure indispensable, mais elle ne garantit plus automatiquement une stabilité professionnelle.

La précarisation du travail

Une autre évolution mérite d'être soulignée : la multiplication des stages et des contrats temporaires. Lorsqu'ils constituent une véritable période d'apprentissage, ces dispositifs peuvent être utiles. Mais ils deviennent problématiques lorsqu'ils servent essentiellement à disposer d'une main-d'œuvre qualifiée à moindre coût. Certaines entreprises semblent également publier des offres sans réelle volonté de recruter immédiatement. Elles entretiennent ainsi une réserve permanente de candidats ou renforcent simplement leur visibilité sur les plateformes spécialisées. Pour les chercheurs d'emploi, cette situation nourrit un profond sentiment de découragement. Derrière chaque candidature se cachent du temps, des espoirs et parfois des semaines d'attente qui n'aboutissent à aucune réponse.

suite page 4

Qui dirigera demain l'ONU ?

La bataille pour l'avortement et l'idéologie du genre

PAR ERIC BERTINAT

La course à la succession d'Antonio Guterres à la tête des Nations unies est entrée dans une phase décisive. Le choix du prochain Secrétaire général n'est pas une simple question de personnes : il déterminera en partie l'orientation politique d'une organisation qui a considérablement étendu son influence dans les domaines sociaux, culturels et idéologiques.

À l'origine, le Secrétaire général devait être l'«administrateur en chef» de l'Organisation. Son rôle s'est progressivement transformé en véritable autorité politique, capable d'orienter l'action du système onusien.

La décision se joue surtout au Conseil de sécurité. Le candidat devra obtenir une majorité et ne pas être rejeté par l'un des cinq membres permanents — États-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni et France — qui disposent du droit de veto.

Au 18 août, sept candidats sont en lice : l'Argentin Rafael Mariano Grossi, la Costaricaine Rebeca Grynspan, la Chilienne Michelle Bachelet, le Sénégalais Macky Sall, l'Équatorienne María Fernanda Espinosa Garcés, la Guyanienne Carolyn Rodrigues Birkett et l'Ougandais Olara Otunnu.

Derrière les candidats, une bataille idéologique

L'enjeu essentiel est cependant ailleurs. Car l'ONU a progressivement fait de l'avortement et des questions de genre des éléments importants de son agenda social.

Sous Antonio Guterres, l'Organisation a fortement développé son discours sur les « droits sexuels et reproductifs », l'égalité des sexes et l'intégration du genre dans ses politiques. Son successeur pourra poursuivre cette orientation ou tenter de la corriger.

Plusieurs candidates actuellement en compétition sont particulièrement associées à cette ligne progressiste. Michelle Bachelet, Rebeca Grynspan et María Fernanda Espinosa sont connues pour leurs positions favorables à l'avortement et leur engagement féministe. Leurs candidatures s'inscrivent dans un courant qui entend faire des questions sexuelles et reproductives des priorités de l'action internationale.

L'Europe joue un rôle important dans cette bataille. L'Union européenne défend au sein des institutions internationales une conception très large des « droits sexuels et reproductifs », de l'égalité de genre et de la lutte contre les discriminations. Elle souhaite également voir davantage de femmes accéder aux plus hautes responsabilités internationales.

Cette orientation contribue à faire de l'avortement et du « genre » des normes internationales.

L'avortement : une question devenue internationale

Pendant longtemps, l'avortement relevait principalement des

législations nationales, chaque État déterminant la protection qu'il accordait à l'enfant à naître.

La dynamique internationale a progressivement changé cette situation. À travers le vocabulaire des « droits sexuels et reproductifs », des agences onusiennes et des organisations internationales cherchent à faire de l'accès à l'avortement un élément des droits humains et des politiques publiques.

Cette évolution n'est pas neutre. Elle tend à transformer une question profondément controversée — celle de la protection de la vie humaine avant la naissance — en un droit présenté comme allant de soi.

Reconnaître l'égalité de dignité de l'homme et de la femme est une chose. Considérer que l'identité sexuelle peut être détachée de la réalité corporelle et biologique en est une autre. Or le vocabulaire international du «gender mainstreaming» tend à diffuser cette approche dans les politiques publiques.

La candidature de María Fernanda Espinosa illustre clairement cette orientation, avec la volonté d'intégrer le genre de manière transversale dans l'action de l'Organisation. Elle est également connue pour ses positions favorables à l'avortement et son engagement féministe.

Il s'agit aussi de savoir quelle conception de l'homme et de la société l'ONU entend promouvoir dans les années à venir.

Après dix années de mandat d'Antonio Guterres, le système onusien s'est profondément engagé dans les combats culturels contemporains : climat, « droits sexuels et reproductifs », égalité de genre et lutte contre les discriminations.

Le prochain Secrétaire général pourra poursuivre cette évolution ou chercher à recentrer l'Organisation sur ses fonctions premières : la paix, la sécurité, la coopération entre États et le respect de leur souveraineté.

Derrière les mots apparemment consensuels de «droits», de «progrès», d'«égalité» et de «genre», une question fondamentale se pose : l'ONU doit-elle se contenter de coordonner les États, ou devenir un moteur mondial de transformation des sociétés ?

C'est aussi sur cette question que se jouera la succession d'Antonio Guterres. —

Plusieurs candidates actuellement en compétition sont particulièrement associées à cette ligne progressiste. Michelle Bachelet, Rebeca Grynspan et María Fernanda Espinosa sont connues pour leurs positions favorables à l'avortement et leur engagement féministe.

Trouver un emploi : le parcours du combattant (suite)

Vers une société de travailleurs interchangeables ?

Au-delà des difficultés d'embauche, c'est notre rapport même au travail qui semble évoluer. La performance, la disponibilité permanente et l'adaptation continue deviennent progressivement les principales qualités attendues. Le salarié est évalué selon sa productivité immédiate davantage que selon son expérience, sa fidélité ou sa capacité de transmettre son savoir. Cette logique rappelle certaines œuvres de science-fiction, notamment celles d'Isaac Asimov, où l'efficacité technique finit par devenir la norme absolue.

Le paradoxe est saisissant : alors que les entreprises affirment rechercher des collaborateurs créatifs, autonomes et capables d'initiative, elles imposent parfois des méthodes de travail qui réduisent progressivement l'homme à une simple fonction productive. À force de vouloir tout optimiser, ne risquons-nous pas de construire un monde où l'être humain devra finalement se comporter comme les robots tant promus actuellement par la Silicon Valley ?

Conclusion

Le travail demeure l'un des principaux lieux où l'homme déploie ses talents, construit sa vie familiale et participe au bien commun. Lorsqu'il devient toujours plus difficile d'accéder à un emploi stable, c'est toute la cohésion sociale qui se fragilise.

Une société ne devrait pas mesurer uniquement ses performances économiques, mais aussi sa capacité à offrir à chacun la possibilité de vivre dignement de son travail. Le progrès perd sa légitimité lorsqu'il conduit à considérer les personnes comme de simples variables d'ajustement.

La doctrine sociale de l'Église le rappelle à temps et à contretemps depuis Léon XIII : chaque travailleur possède une dignité qui ne dépend ni de son âge, ni de son rendement, ni de sa rentabilité. L'économie devrait être au service de l'homme, et non l'inverse. Ni socialisme ni capitalisme : le juste salaire ne relève donc pas uniquement du marché ; il touche à la dignité humaine elle-même et à la simple justice due à tout travailleur.

Car derrière chaque candidature refusée, chaque licenciement ou chaque période de chômage, il n'y a pas seulement un dossier administratif : il y a une personne qui cherche à retrouver sa place dans la société. Et cette dignité ne devrait jamais être sacrifiée au seul nom de l'efficacité. —

PERSPECTIVE CATHOLIQUE



**Nous
croyons**
— à la —
valeur
de
chaque vie



**Le 27 septembre :
refusons la contraception
gratuite pour tous !**

PERSPECTIVE CATHOLIQUE

— Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout —

perspectivecatholique.ch

Eric Bertinat - 1237 Avully / Graphisme-impression : Jet-print - 1971 Grimisuat



Pour nous aider

CH21 8080 8004 5427 1100 1

Bénéficiaire :

Perspective catholique
1203 Genève

Comment nous aider ?

Par une contribution financière. Le QR ci-contre vous facilitera votre versement.

Une idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)

D'avance, nous vous remercions

Aux catholiques, a ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout